

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 226
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 4 au 17 septembre 76

Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe :

Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne

Les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline peuvent laisser aux faits la tâche de célébrer les « glorieux » anniversaires de leur histoire : les événements les plus tragiquement marquants de l'an de grâce 1976 ne sont que la conséquence ultime du triomphe de la théorie et de la pratique stalinienne du « socialisme dans un seul pays » en 1926 avec sa conséquence immédiate, le désastre chinois de 1927, l'aboutissement direct de la naissance des fronts populaires en 1936 avec leur conséquence immédiate, la tragédie espagnole de 1936-1939.

Il y a cinquante ans, le stalinisme affirmait la possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », tout en proclamant encore que la base devait en être la victoire préalable de la révolution et de la dictature prolétariennes ; le prolétariat russe et mondial et l'opposition de gauche devaient faire les frais de cette doctrine. L'année 1976 a vu sanctionner l'obligation, pour les partis « communistes » des différents pays, non seulement de construire le socialisme chacun à sa façon, mais aussi de choisir, chacun à sa façon, la voie pour y arriver, à condition toutefois d'exclure la solution révolutionnaire et dictatoriale et d'adopter pour impératif catégorique une solution uniquement démocratique, pacifique et gradualiste. Les fondements du marxisme révolutionnaire ont été ainsi détruits et renversés en leur contraire.

Les fedayine et plus généralement les masses plébiennes qui, au Moyen-Orient et surtout au Liban, tombent sous les coups conjugués des classes dominantes locales — propriétaires fonciers et capitalistes — et des bourgeoisies parvenues des « pays frères », aussi soucieuses les unes que les autres d'empêcher que la lutte d'indépendance nationale ne se transforme en lutte sociale et que l'aspiration à une « patrie » ne se transforme en une conquête de la terre et en explosion de la guerre de classe, ne sont pas seulement les victimes d'une constellation contingente des forces contre-révolutionnaires. Sur eux pèse le poids énorme d'un demi-siècle de stalinisme, qui les a livrés, désarmés, à l'adversaire et cela de deux façons. D'abord, le stalinisme et ses dérivations ultérieures ont brisé les fondements de ce « plan mondial » de l'Internationale Communiste, dans lequel les luttes des peuples « coloniaux » et « semi-coloniaux » contre le colonialisme et l'impérialisme devaient recevoir élan, vigueur et issue victorieuse de la guerre sociale engagée sur tous les fronts par le prolétariat des métropoles impérialistes et, ainsi, non seulement atteindre l'objectif de la révolution (nationale) bourgeoise « jusqu'au bout », mais aussi la faire « transcroître » en révolution prolétarienne : ainsi, ils ont abandonné à elles-mêmes les plèbes du Liban et du Moyen-Orient en général, dans un cadre politique mondial où chacun s'occupe de ses propres affaires et où la prétendue « solidarité entre les peuples » ne trouve rien de mieux, pour s'exprimer, que des appels humanitaires, l'envoi de médicaments pour... des morts ou des moribonds, et l'appel à ces institu-

tions ô combien charitables que sont les Nations Unies et le bloc des pays « non-alignés ». Ensuite, ils ont privé ces mêmes plèbes d'un parti communiste indépendant, décidé à ne pas se mettre à la remorque de la « bourgeoisie révolutionnaire » même dans les moments de lutte côte à côte, et à ne pas céder son « droit historique » à la direction de la révolution démocratique bourgeoise au profit d'une bourgeoisie prête à s'allier avec les forces du passé contre les prolétaires et les semi-prolétaires des villes et des campagnes : ainsi, ils ont livré les masses au modérantisme anxieux de chefs conciliateurs comme Arafat, et au conservatisme féroce de « révolutionnaires nationaux » comme Assad, ces idoles de la « gauche » européenne, condamnant ainsi par avance ces masses au massacre final.

A la veille d'une révolution telle que la révolution russe, qui, elle, était consciente d'être — dans l'immédiat — une révolution bourgeoise, Lénine écrivait : « Dans toutes les révolutions bourgeoises les politiciens bourgeois ont « nourri » le peuple et trompé les ouvriers par des promesses. Notre révolution est une révolution bourgeoise et donc les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les Potressov, les Gvozdev, les Tchkhéidzé, comme le disait hier Plékhanov [les politiciens bourgeois et les opportunistes qui les suivent, dirions-nous aujourd'hui]. Nous disons, nous marxistes : notre révolution est une révolution bourgeoise, et donc les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple en dénonçant les mystifications des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas croire aux mots, à ne compter que sur ses propres forces, sur sa propre organisation, sa propre unité, son propre armement » (*). Comme en Chine en 1927, les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline ont fait exactement le contraire au cours des cinquante années qui ont suivi : ils ont appris aux masses populaires à croire dans la parole des politiciens nationaux-bourgeois, à sacrifier leur propre indépendance politique et organisationnelle sur l'autel de l'unité entre toutes les classes, à ne pas avoir d'autres armes que celles que la bourgeoisie leur a chichement fournies pour les leur reprendre aussitôt atteint l'objectif de l'« indépendance nationale » ou, en cas de menace contre l'ordre social établi, encore plus tôt. Ils leur ont appris à compter non pas sur leurs propres forces, mais sur

(*). Lettres de loin, O.C., t. 23, p. 334.

DANS CE NUMERO

- L'« extrême gauche » prise au piège du féminisme.
- En Italie, après les élections.
- Répression contre les travailleurs immigrés : solidarité inconditionnelle des travailleurs français !
- CADOT : une lutte étouffée.

la bonne volonté des autres, y compris sur celle de la bande internationale de brigands de l'ONU ; et ils ont fait en sorte que les partis qui se disent encore communistes deviennent les porte-parole de cette idéologie meurtrière — et cet adjectif n'est pas un artifice rhétorique, mais une réalité brutale, comme le savent les rescapés du camp de Tell-el-Zaatar !

L'Internationale de Lénine savait, comme on peut le voir dans les Thèses de 1920, que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux il existe « deux mouvements qui s'éloignent chaque jour davantage l'un de l'autre : le premier est le mouvement nationaliste démocratique-bourgeois, qui a un programme d'in- (suite page 4)

Face à l'offensive capitaliste :

Défense du salaire et non pas défense de l'économie nationale !

Le nouveau gouvernement se lance à son tour dans la lutte contre l'inflation, ce moulin à vent que tous ses prédécesseurs ont, l'un après l'autre, pris pour cible. « Les revenus augmentent trop vite par rapport aux prix et créent ainsi une spirale inflationniste », diagnostiquent en chœur tous les « éminents » médecins de l'économie politique bourgeoise ; et comme la conclusion est déjà contenue dans les prémisses, ils n'ont pas de mal à donner leur recette : « il faut modérer la hausse des revenus ». Bien entendu « cette modération doit être équitable », s'empresse d'ajouter les politiciens de droite comme de gauche, qu'ils fassent l'éloge de l'austérité ou qu'ils feignent encore de la refuser pour conserver les bonnes grâces des ouvriers.

Car évidemment, c'est la classe ouvrière qui est visée en tout premier lieu. Sur le terrain de la théorie, les prolétaires pourraient répondre de façon polémique : « Limiter les revenus ? Mais dans ce cas, vous devriez limiter vos profits ! Quant à nous, nous ne sommes pas concernés, car le salaire n'est pas un revenu, mais le prix qu'il faut avancer pour pouvoir utiliser notre force de travail ». Mais si la théorie est une arme de la lutte, elle ne peut remplacer cette dernière.

La raison centrale de l'inflation moderne tient au fait que la concentration capitaliste permet de compenser la baisse générale du taux de profit par la hausse des

prix, ce qui modifie le rapport profit-salaire en faveur du capital et permet dans un premier temps à chaque capitaliste d'investir davantage et de réaliser momentanément un profit supplémentaire sur ses voisins ; mais comme tous font de même — du moins ceux qui n'ont pas été éliminés par la concurrence et la restructuration, ils produisent en même temps les conditions d'une nouvelle chute du taux général du profit, et donc d'une nouvelle relance inflationniste et... d'une nouvelle pression sur le salaire.

Dans les conditions actuelles de crise, on assiste à une tentative de modification importante du rapport (suite page 2)

programme communiste N° 71

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet ».
- Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.

Le numéro : 8 F

En Italie, après les élections

Les premiers pas des partis de gauche et d'extrême gauche après les élections législatives italiennes de juin ne font que confirmer une analyse que nous donnions dans ces colonnes (Le Prolétaire n° 224) et dans notre presse en italien pendant et immédiatement après la campagne.

Le PC a promis au gouvernement « monocolor » démocrate-chrétien de s'abstenir lors du vote de confiance, et il a tenu sa promesse : soutien indirect où même les journaux bourgeois ont vu le signe d'une « certaine complicité » entre le PCI et Andreotti (Le Figaro du 30-7). Quelle meilleure confirmation de ce que, bien loin de représenter une « polarisation de classe » — selon les fumeuses élucubrations de la soi-disant extrême gauche —, le « verdict des urnes » a marqué un nouveau pas en avant dans le rapprochement et dans l'osmose des deux grands partis de la démocratie italienne ?

L'abstention du PCI, a déclaré Eduardo Berna, président des sénateurs « communistes » (cité par Le Figaro du 9-8), « représente une phase de transition, une étape obligatoire vers la formation d'un gouvernement d'unité nationale » — où seraient par conséquent représentés tous les partis, à l'exception du néo-fasciste MSI, comme dans les gouvernements issus de la résistance. Le PCI n'est pas pressé de franchir cette étape.

Comme le disait Berlinguer en juin, le PCI « n'a aucune hâte d'aller au gouvernement, même si la gravité de la situation l'impose [...] ». Nous continuerons à remplir notre rôle d'opposition, de contrôle critique et d'aiguillon, mais également de proposition constructive. Quel besoin d'ailleurs de se hâter, alors que le « dialogue » fonctionne sur grande échelle depuis plus d'un an au niveau municipal, provincial et régional et qu'un historien de renom comme Denis Mack Smith a pu reconnaître que « sans la collaboration utile et discrète fournie par les communistes depuis quelques années, la machine parlementaire aurait eu du mal à fonctionner » (Le Monde du 22-6) ? Quel besoin, alors que le « compromis historique » est déjà réalisé depuis longtemps (et pour cause : parce qu'il s'agit de museler les ouvriers) à l'échelle de la Confédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL et ce, sans que le Saint-Siège excommunie le secrétaire de la CISL, ni que Washington désavoue celui de l'UIL ? De plus, pourquoi accé-

léner un processus qui pourrait constituer un terrain favorable pour une radicalisation des prolétaires et pour leur désaffection par rapport au PC et à leurs propres illusions ? L'osmose PCI-DC se réalise en sous-main, « utile et discrète » : selon le vieil adage des socialistes réformistes d'avant 1914, qui s'y connaissaient en fait de collaboration de classe, « on n'est jamais tant au gouvernement que lorsqu'on n'y est pas »...

Les élections italiennes ont également marqué un pas en avant dans une autre convergence, une autre osmose : entre les ex-« entraparlamentaires » et le PCI, entre les prédicateurs d'une éternelle « situation pré-révolutionnaire » en même temps que de l'appui... à l'opportunisme, et les opportunistes purs. Ils parlaient d'offrir une « alternative » : ils n'ont su donner aux prolétaires qu'une raison supplémentaire de voter PCI. Ils prétendaient être un pôle de classe : ils n'ont fait que servir la (suite page 4)

Défense du salaire et non pas défense de l'économie nationale !

(suite de la page 1)
profit-salaire à l'échelle internationale. Sur ce problème crucial, qui est déjà l'occasion d'étaler suivant les pays toute la gamme des combinaisons de la force et de la ruse, vient se greffer pour la bourgeoisie française un autre problème qui aggrave le premier.

D'un côté, le taux d'inflation s'obstine à rester à un niveau double de celui que connaît le principal partenaire — et par conséquent concurrent — commercial, l'Allemagne. Ceci est dû au poids comparativement élevé des secteurs peu concentrés et parfois même carrément archaïques de l'économie nationale ainsi qu'à celui de secteurs et de couches parasitaires qui réduisent de façon sensible la masse du profit disponible que le capital national tire de l'exploitation de la classe ouvrière et des nations plus faibles.

De l'autre côté, la bourgeoisie française ne bénéficie pas de moyens institutionnels aussi perfectionnés que sa voisine pour imposer une limitation substantielle des salaires. C'est pourquoi, de tous les bords de l'échiquier politique bourgeois, on soupire que

« la limitation autoritaire des salaires est impossible chez nous ».

Au moins deux séries de conditions sont nécessaires pour pouvoir imposer le contrôle sinon le blocage des salaires que la bourgeoisie française regarde avec envie opérer chez ses voisins allemande, anglaise, belge ou hollandaise.

Il faut d'abord un syndicalisme qui accepte la collaboration déclarée avec le gouvernement pour définir la politique des salaires. Or, l'opportunisme français, du fait du poids prodigieux de la collaboration patriotique avec la bourgeoisie, utilise les luttes sociales comme moyen de pression dans les questions de l'impérialisme, questions qui divisent passablement la bourgeoisie et qui ont leur prolongement dans les partis de gauche mais aussi dans les syndicats, ce qui a pour conséquence que les grandes confédérations aux mains de l'opportunisme mettent à leur collabo-

ration ouverte avec le gouvernement des conditions politiques. Il va sans dire que ces conditions ne découlent pas d'exigences prolétariennes mais uniquement d'exigences de la politique impérialiste, agrémentées certes des aspirations et des rêves habituels de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, mais qui sont autant de fioritures destinées à tomber à la moindre secousse provoquée par les « nécessités nationales ».

Il faut ensuite que l'opportunisme soit capable d'imposer à la classe ouvrière les sacrifices nécessaires, ce qui suppose en général l'unité syndicale sur une base de collaboration des classes, un taux élevé de syndicalisation, une réelle autorité des centrales sur la périphérie, bref ce que les bourgeois appellent un « syndicalisme fort », plus « fort » dans ce sens qu'il ne l'est aujourd'hui. Or, si la grande bourgeoisie sait depuis longtemps tirer parti du syndicalisme réformiste devenu aujourd'hui carrément réactionnaire, la masse des moyens et petits capitalistes opposent une résistance sérieuse même au syndicalisme tricolore car ils savent par expérience qu'il représente une arme de la concentration capitaliste. Il suffit de rappeler que chez nous la méthode de négociation des contrats collectifs est en retard par exemple sur l'Italie, où le fascisme a permis de compenser de ce point de vue l'arriération plus grande de l'industrie : dans une branche comme la métallurgie, sensible aujourd'hui à cette question, les syndicats discutent bien avec le patronat au niveau de la branche mais les engagements sont pris au niveau départemental, et la difficulté d'une négociation nationale contraignante ne vient évidemment pas des syndicats ouvriers mais bien du patronat !

Comment freiner les salaires dans ces conditions ? Eh bien il ne reste plus que l'appel au civisme des Français en l'accompagnant de dispositions évidemment plus sérieuses mais somme toute indirectes, comme des mesures fiscales ou des mesures d'austérité à la Sécurité sociale ; en effet, sur le plan strict des salaires, l'Etat ne peut freiner réellement que là où il peut intervenir directement comme dans la fonction publique ou le secteur nationalisé et pour le reste il devra se contenter de discussions branche par branche avec les syndicats tout en s'efforçant de renforcer la solidarité interpatronale en cas de conflit.

De ce point de vue, on peut être sûr que si les syndicats en France, à la différence d'autres pays, n'appellent pas ouvertement les salariés à collaborer, ils sont néanmoins trop soucieux des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale, ils ont trop le « sens des responsabilités » pour organiser et préparer sérieusement la lutte et pour faire autre chose que ne pas s'opposer formellement aux grèves rendues indispensables par la pression ouvrière afin de « laisser passer la vague », au besoin en prévoyant un calendrier de journées nationales-bidon, comme pour l'instant celle du 23 octobre.

Tout ceci est assurément de nature à donner le maximum de liberté de mouvement à la manœuvre patronale et gouvernementale, face aux éventuelles et souhaitables réactions ouvrières, mais ne garantit nullement à la bourgeoisie qu'elle pourra effectivement réduire le salaire dans toutes les branches ni éviter des luttes sociales d'envergure.

Le gouvernement Barre, tout comme celui de Chirac, prétend donc parvenir à une « modération consentie » et « non-autoritaire » des salaires. Mais il est certain que pour obtenir le consentement de la classe ouvrière, il est bien moins placé que ne pourrait l'être un gouvernement de gauche. Bien sûr, le PC jure ses grands dieux que jamais la gauche n'ira au gouvernement pour imposer l'austérité à la classe ouvrière. Cependant la CGT ne « récuse par avance » que « toute politique arbitraire des revenus » (L'Humanité du 26/8) ; la CFDT ne dit pas autre chose quand elle prétend que « la « modération » des salaires est

une exigence parfaitement déplacée quand les revenus des non-salariés restent aussi mal maîtrisés » (Syndicalisme-hebdo du 26/8). Autant dire qu'avec un gouvernement de gauche, la « politique des revenus », à savoir la « modération des salaires », ne serait plus arbitraire ni déplacée... D'ailleurs R. Fabre lui-même, qui n'a pas besoin de parler aux ouvriers mais aux bourgeois, déclare sans ambages que seule la gauche peut, « au nom de la solidarité nationale, demander les sacrifices nécessaires à la classe ouvrière » (Europe N° 1, le 26/8). Là est la vérité que cherche à cacher au maximum le PCF.

En l'absence de moyens institutionnels adéquats pour parvenir à la réduction recherchée du pouvoir d'achat « à froid », la bourgeoisie est condamnée à laisser les conditions du freinage venir « à chaud » en quelque sorte, c'est-à-dire avec une mobilisation et une mise en scène politiques qui supposent dans la plupart des cas une participation gouvernementale de l'opportunisme.

Mais il y a plus. Seule la Gauche peut tenter, dans l'élan de la mobilisation opportuniste, de mettre en place un véritable dispositif institutionnel de freinage « à froid » comme celui qui existe dans les pays de l'Europe du nord. Et elle s'y prépare dès aujourd'hui : c'est là le sens de la politique d'unité d'action CGT-CFDT, de la campagne de syndicalisation massive à la CGT, de la lutte contre l'autonomie des organisations périphériques et locales, notamment à la CFDT qui a un large retard, de la politique de pénétration du PC dans les entreprises ; c'est le but de la revendication de conventions nationales par branches sur des grilles uniques de salaire du manœuvre à l'ingénieur, revendication dont on espère que, couplée avec celle de l'échelle mobile des salaires, elle donnera les mêmes résultats que ceux obtenus dans la fonction publique où ce système existe déjà comme produit des orgies collaborationnistes de 1945-1947, c'est-à-dire à la transformation des luttes locales en luttes

catégorielles, la canalisation de ces « luttes » dans la négociation permanente, ce qui entraîne une intégration encore plus systématique des organes syndicaux dans les rouages étatiques. C'est ainsi qu'il faut comprendre la dénonciation furieuse des syndicats qui vendent la mèche en faisant, comme FO ou la FEN, cette politique trop tôt, c'est-à-dire dès aujourd'hui. D'où également la nécessité d'appâter dans un premier temps la classe ouvrière par des augmentations de salaires moins misérables qu'à l'ordinaire, notamment pour les salaires les plus bas (c'est là la raison du saut dans la revendication du SMIC à 2.000 F).

Si la gauche présente tous ces avantages contre quelques faux frais à souper pour la bourgeoisie, et si elle est réellement la seule capable de demander les sacrifices nécessaires, elle a aujourd'hui un atout supplémentaire avec le gouvernement Barre : c'est, en particulier pour le PC, de pouvoir se payer le luxe d'une opposition d'autant plus bruyante qu'il n'est pas lié à ce gouvernement par la politique étrangère qui le séduit dans le gaullisme. La tâche des communistes révolutionnaires est de ce point de vue de combattre l'amalgame réalisé par le stalinisme entre « l'atlantisme, l'autoritarisme et l'austérité », comme si un gouvernement moins atlantiste était de nature à être moins autoritaire et n'était pas précisément plus apte à mieux imposer l'austérité à la classe ouvrière. Les communistes doivent combattre cette politique qui vise à revaloriser le gaullisme et qui tente de canaliser les réactions ouvrières à la politique anti-ouvrière du néolibéralisme bourgeois vers les solutions d'un gouvernement de gauche ou celle d'un nouveau front national, en jouant sur les sentiments les plus réactionnaires dans la classe ouvrière comme le chauvinisme.

En tout état de cause, la classe ouvrière ne peut se défendre réellement face à l'offensive capitaliste contre le salaire que sur le terrain de la lutte de classe ouverte pour ses revendications immédiates essentielles, en repoussant toute solidarité avec l'entreprise et l'économie nationale, et en opposition complète avec les méthodes du réformisme social-impérialiste.

Répression contre les travailleurs immigrés : Solidarité inconditionnelle des travailleurs français !

Campagne xénophobe, ratonnades dans le métro sous prétexte « d'assurer la sécurité », expulsions à la chaîne pour des motifs dérisoires baptisés délits (des papiers incomplets au ticket de métro non poinçonné), 2.015 expulsés en 6 mois déjà (2.709 pour l'année 74, 3.175 en 75, selon Le Figaro) : le terrorisme d'Etat contre les travailleurs immigrés s'est encore renforcé cet été. Il vise à faire vivre dans la peur et l'insécurité permanentes une large couche du prolétariat, qui s'est justement distinguée par sa combativité, malgré toutes les mesures d'intimidation et les risques que lui font courir le moindre mouvement.

Cette attaque exige en réponse la solidarité inconditionnelle des travailleurs français : cela signifie non seulement la réaction individuelle et collective contre un terrorisme policier qui tend à affaiblir toute la classe, mais aussi le refus de toutes les discriminations juridiques (carte de travail et permis de séjour limités, inégalité de tous les droits), qui sont un moyen par lequel l'Etat bourgeois facilite l'exercice de sa répression : accepter ces discriminations, quels qu'en soient les prétextes, c'est donner des armes à l'Etat et se ranger de son côté. C'est en même temps nourrir la méfiance explicable des travailleurs immigrés, et faire obstacle à l'unité de la classe ouvrière.

Cette solidarité complète, les travailleurs français auront à l'imposer contre leurs directions syndicales, que leur orientation politique foncièrement légaliste et chauvine rend incapables de lutter contre ce facteur de division. La CGT, qui se prononce ouvertement pour le contrôle de l'immigration, a mis cet été en vedette le cas de Moussa Konaté, dont l'expulsion est suspendue depuis le 2 août, le récompensant ainsi de son rôle conciliateur pendant la grève des foyers Sonacotra. En même temps elle dénonce dans sa brochure comme agitateurs et factieux ceux du comité des foyers qui n'étaient pas prêts à brader pour quelques miettes une grève longue et courageuse. La CFDT, qui a fini par s'avouer aussi en faveur du contrôle, avance toujours un petit quelque chose de plus : elle a protesté aussi (le 25/7) contre l'expulsion des 17 autres résidents... en demandant la convocation urgente du « Comité de défense des libertés » constitué par les partis de gauche : riposte redoutable !

Dans les syndicats et hors des syndicats, les travailleurs français doivent mettre tous leurs efforts à tenter d'opposer une solidarité de classe organisée à toute complicité chauvine avec leur Etat contre les travailleurs immigrés.

EL PROGRAMA COMUNISTA

Sumario del N° 21 (septiembre de 1976)

- España, Italia, Portugal : El postalismo latino, honra del stalinismo mundial.
- Las Tesis de la Izquierda :
 - Introducción
 - El asalto de la duda revisionista a los fundamentos de la teoría revolucionaria marxista
 - El ciclo histórico de la economía capitalista
 - El ciclo histórico de la dominación política de la burguesía
- Al margen del X° plan quinquenal : El mito de la « planificación socialista » en Rusia.
- Acerca de la Declaración de la Conferencia de los Partidos Comunistas de América Latina y del Caribe : Las vías que llevan a las cloacas de la historia.

BULLETIN NR 11

(Auszüge der Presse der I K P)

- Zur Lage in Italien.
- Der Mythos der « sozialistischen Planung » in Russland.
- Die soziale Bewegung in China (II).
- Schweiz: der Streik bei MATISA — ein Klassen — schlag gegen den Arbeitsfrieden.

CADOT : une lutte étouffée

Depuis le 2 juillet, 260 travailleurs, en majorité immigrés, de la boulangerie industrielle CADOT occupent l'entreprise pour lutter contre leur licenciement collectif. L'année dernière, déjà, ils avaient fait grève pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaires. Ils s'étaient constitués en section syndicale CGT. Depuis, le patron a essayé de s'en débarrasser et aujourd'hui il liquide l'établissement.

Profitant du fait que les travailleurs n'avaient pas une organisation suffisante, les bonzes de l'Union locale CGT ont pu, dès le début du conflit et sous prétexte de venir soutenir ses adhérents, prendre la direction du mouvement pour, en réalité, étouffer complètement la combativité initiale des ouvriers. La grande idée de ces gens-là est de démontrer que l'entreprise est rentable et de plus en plus indispensable car elle fournit une grande partie du pain des Parisiens ! On se demande alors dans ces conditions pourquoi il faudrait se battre !

Au début, la Gauche avait organisé une manifestation devant CADOT puis avait laissé l'UL-CGT continuer les opérations. Cette dernière s'est bien gardée de développer la solidarité entre les travailleurs de CADOT et ceux de nombreuses autres usines du quartier où se posent les mêmes problèmes de licenciements et de répression. Loin d'unifier ces luttes, l'UL-CGT les affaiblit en les isolant. Ainsi, les deux journées « portes ouvertes » organisées à CADOT n'ont été annoncées par aucune affiche ni aucun tract, contrairement à l'espoir des grévistes. Il n'y a eu ni propagande dans les usines du quartier ni une quelconque initiative de débrayage de solidarité pour permettre aux travailleurs de se rencontrer. L'information n'a circulé que parmi les responsables syndicaux et les fameuses délégations d'entreprises qui n'étaient constituées que de bonzes ont bien plus consacré l'isolement de la lutte qu'une réelle solidarité ouvrière.

Les bonzes ont de plus tout fait pour empêcher tout soutien qui ne soit pas strictement chapeauté par eux. Ils ont mis en garde les grévistes contre les « manœuvres gauchistes, irresponsables », etc. et ont même interdit, quand ils le pouvaient, l'entrée de l'usine aux travailleurs et militants extérieurs à l'UL-CGT.

Tenus dans l'isolement par les « dirigeants ouvriers », les travailleurs ont aussi été complètement tenus dans l'ignorance des décisions prises par eux. L'UL a soigneusement évité de développer la moindre vie syndicale, retiré aux travailleurs toute responsabilité dans la direction de la grève et y a limité leur participation effective.

Dans ces conditions, les grévistes n'ont pas eu la force en deux mois de prendre le moindre lien à l'extérieur et ils n'ont rien pu faire d'autre que d'attendre les résultats des réunions ou des délégations inoffensives organisées par l'UL devant les ministères ou la chambre patronale où elle a entraîné quelques délégués de CADOT ; et bien que plusieurs ouvriers comprennent les critiques que nous pouvons faire des méthodes désastreuses utilisées par les bonzes de l'UL-CGT, ils se sentent vraiment impuissants pour les affronter et modifier le cours de la grève.

Seule l'organisation de la solidarité ouvrière la plus large par dessus les limites d'entreprises et le souci permanent pour les ouvriers les plus conscients de tisser des liens par dessus ces limites et de faire un travail constant pour aider leurs camarades à se placer sur un terrain classiste peut permettre que la combativité des ouvriers ne soit pas systématiquement étranglée et que les ouvriers sortent renforcés et non démoralisés de la lutte.

L'« extrême gauche » prise au piège du féminisme

Il est vrai que ces groupes revendiquent la thèse cardinale du marxisme selon laquelle aucune émancipation des femmes n'est possible sans la révolution prolétarienne; il est vrai aussi qu'ils déclarent « refuser l'idée que les femmes de toutes les classes aient les mêmes intérêts » (Les Pétroleuses n° 5, p. 15). Encore faut-il y regarder de plus près car derrière ces déclarations de principe se cache une position des plus ambiguës.

On lit, par exemple, dans la plate-forme « Pourquoi nous luttons » de Femmes en lutte : « Les femmes comprennent que la révolution socialiste est la condition de leur émancipation » (p. 7). Cette affirmation est juste si l'on considère que la révolution socialiste n'instaure pas du jour au lendemain le communisme et par conséquent les bases matérielles de l'élimination de l'infériorité sociale de la femme, qui ne peuvent être définitivement établies qu'au bout d'une période de transition. Mais telle ne peut être l'idée de ces courants qui confondent sinon la dictature du prolétariat — quand ils ne la renient pas —, du moins la révolution prolétarienne et le communisme.

En réalité, cette vérité théorique, qui implique que la dictature du prolétariat mène une lutte particulière pour généraliser l'égalité des droits politiques, sociaux et économiques des femmes, est utilisée par ces groupes pour ajouter quelque chose à la lutte pour le socialisme, quelque chose qui serait une lutte spécifiquement féminine nécessitant une organisation particulière des femmes : « Seul le socialisme peut fournir les bases objectives à la libération de la femme... », mais... « les hommes ne libéreront pas les femmes, seule l'auto-organisation des femmes peut le faire », écrit encore une « pétroleuse » dans Rouge n° 272.

Pour ces groupes, les femmes (les femmes en général??) devraient se battre à la fois contre la bourgeoisie et contre les hommes, ou comme l'écrit Révolution! (op. cit., p. 37), « La lutte des femmes pour leur libération est liée stratégiquement [liée mais distincte donc, N.D.R.] à la lutte des classes du prolétariat », ou plus clairement encore, il faut « développer un large mouvement autonome qui, s'il doit se situer perpétuellement de manière conflictuelle par rapport aux hommes, ne doit pas moins s'inscrire dans le combat plus général de l'humanité exploitée pour sa libération » (Cercle E. Dimitriev, Pour un féminisme autogestionnaire, p. 19). On notera que « Femmes en lutte », qui reproche à l'oppression des deux autres groupes leurs penchants féministes à sur le fond la même position.

Or cette position est d'autant plus aberrante qu'elle tente de concilier l'inconciliable. Si l'on estime, en effet, que sans une lutte proprement féminine, la révolution prolétarienne n'affranchira pas les femmes, qu'il faut cette « garantie pour que ne soit pas dévoyé l'ensemble de nos revendications et qu'elles soient posées avant et après la destruction du système capitaliste » (Pétroleuses, n° 5, p. 17), autant dire qu'il peut exister une société communiste où les femmes continueraient d'être opprimées, autant abandonner toute analyse matérialiste sur la question! Où se situe, en effet, la racine de l'oppression de la femme? Dans la séparation de l'activité domestique de l'ensemble de l'activité publique. Cette séparation qui historiquement marque l'avènement de la société de classes, l'enchaînement au foyer et la soumission au chef de famille, prend dans la société bourgeoise le caractère d'une contradiction aiguë parce que le capital, incapable de socialiser l'unité économique familiale, pousse au contraire les femmes dans la production sociale. Dès lors, ou bien il faut admettre cette absurdité, à savoir que la société communiste puisse laisser persister au sein d'une économie entièrement socialisée l'ilot privé de l'économie familiale, ou bien il faut renoncer à donner à l'oppression féminine un fondement économique et historique.

« La véritable émancipation de la

On a vu naître ces dernières années un certain nombre d'organisations de femmes qui se réclament de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne, et qui prétendent rompre tant avec l'opportunisme qu'avec le féminisme bourgeois. Liées de près aux groupes d'extrême gauche, la LCR, l'OC-R et le PSU pour les trois principales d'entre elles — (« les Pétroleuses », « Femmes en Lutte » et le « cercle Elisabeth Dimitriev ») — elles relèvent, en fait, de ce même centrisme que nous avons à maintes reprises stigmatisé ici. Reste à voir la réalité de leur critique du féminisme, point d'autant plus crucial pour ces trois courants qu'ils tirent plus ou moins directement leur origine de scissions avec un mouvement féministe avéré, le MLF.

femme, le véritable communisme ne commence que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive [souligné dans le texte] en une grande économie socialiste. » (Lénine, La Grande Initiative, Œuvres Complètes, Paris-Moscou, t. 29, p. 433). Elle est donc indissociable de toute l'œuvre de profondes transformations sociales qui s'étendra depuis la conquête du pouvoir jusqu'à la disparition des derniers vestiges du mercantilisme. Mais ces transformations, comme autant de conquêtes, ne s'effectueront que dans et au travers de la lutte de classes. Seront-elles le fait d'un prolétariat puissamment centralisé, ou d'un hypothétique mouvement de femmes, socialement hétérogène par définition, et donc déchiré par des intérêts antagonistes? Certes la révolution mettra en mouvement toute une série de couches sociales — qui d'ailleurs se caractérisent par leur attitude oscillante — mues par des revendications « impures », non directement prolétariennes, comme par exemple la revendication nationale ou celle de la complète égalité juridique de la femme, et le prolétariat se préoccupera de leur donner satisfaction à la fois pour les gagner à lui et pour rendre plus claire la lutte des classes. Mais c'est lui qui reste la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, parce qu'il ne peut supprimer sa propre exploitation, le salariat, sans détruire en même temps les causes de toutes les autres formes d'oppression sociale. Les féministes soi-disant « de classe » prétendent que le prolétariat ne peut accomplir sa tâche jusqu'au bout sans être doublé ou relayé par un « mouvement autonome de femmes » et qu'ainsi « grâce au mouvement des femmes, on peut parler de révolution totale, celle qui amènera non seulement la fin du règne de l'exploitation capitaliste, mais également celui de toutes les oppressions » (Cercle E.D. op. cit., p. 10). Mais c'est une absurdité, car un tel mouvement, s'il existe, ne peut qu'éclater dès que seront satisfaites les revendications qui maintenaient sa cohésion, c'est-à-dire les revendications concernant la libération formelle de la femme, qui seules peuvent rassembler les femmes de toutes les classes sociales.

Pour ces théoriciens de la dégénérescence bureaucratique, pour ces gens qui, au mépris de toute analyse marxiste, voient dans la Russie, la Chine, les Démocraties Populaires et bon nombre d'Etats authentiquement bourgeois, des Etats prolétariens tombés aux mains de « castes parasitaires », quoi de plus naturel que d'envisager cette ridicule éventualité d'une révolution confisquée par les hommes à leur profit et aux dépens des femmes?

La moindre de leurs falsifications nest pas celle où ils prétendent prendre l'exemple de l'URSS actuelle pour démontrer l'impuissance de la révolution bolchevique à libérer les femmes, ... faute d'un mouvement de lutte spécifiquement féminin. « En URSS, à travail égal salaire égal, et pourtant les femmes ne disposent pas librement de leur corps, elles ont toujours un rôle subalterne, elles n'ont d'existence que pour la procréation. Si la révolution est la condition sine qua non de la révolution de la femme, elle n'est donc pas la condition suffisante » (Cercle E.D. op. cit., p. 59). ... « Le mouvement des femmes est un des principaux éléments de cette dynamique qui consiste à lever l'hypothèque de la bureaucratie de la révolution » (p. 111, id.). Il vaut la peine de s'arrêter sur cet argument « historique » qui en réalité a pour principal effet d'accréditer la thèse stalinienne du socialisme dans la seule Russie.

Au contraire de ce qu'on prétend, la révolution russe est allée dans le domaine de la libération de la femme aussi loin qu'il était pos-

sible de le faire compte tenu des terribles conditions qui étaient les siennes. Dès 1918, la législation soviétique reconnaissait le mariage « de fait » à l'égal du mariage enregistré, réduisait le divorce à une formalité obtenue par simple démarche de l'un ou l'autre des époux, faisait bénéficier les enfants illégitimes des mêmes droits que les autres, libérait totalement l'avortement, donnait enfin aux femmes l'entière égalité juridique dans tous les domaines. « Pas un seul Etat, pas une seule législation démocratique, n'a fait pour la femme la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dès les premiers mois de son existence [...] » mais « évidemment cela ne suffit pas [...] ». Selon nous ce n'est encore qu'un commencement [...]; pour la libérer tout à fait, la rendre réellement l'égal de l'homme, il faut que l'économie soit collective et que la femme participe au travail productif commun, il faut « l'affranchir du travail domestique mesquin, abrutissant, improductif » (Lénine, Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la république des soviets, 1919).

Cette deuxième partie, la plus importante de leur programme, les bolcheviks ne purent en tracer que la direction car elle supposait que pussent être amorcées les tâches économiques du socialisme; elle supposait la jonction de la révolution double dans la Russie arriérée avec les révolutions pures de l'Occident développé qui lui aurait fourni l'aide économique permettant d'abréger considérablement la période d'accumulation capitaliste. « La révolution tenta héroïquement de détruire l'ancien « foyer familial » croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort. A la famille considérée comme une petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'intention des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux : maternités, crèches, jardins d'enfants, dispensaires, hôpitaux... Par malheur, la société se trouva trop pauvre et trop peu civilisée » (Trotsky, La Révolution trahie, éd. Grasset, pp. 166-167). Sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces résultant du développement de la petite production, la révolution fut écrasée par la contre-révolution bourgeoise qui prit le nom de Staline. C'est alors et alors seulement que l'on vit entre autres s'opérer par rapport aux femmes et à la famille un tournant à 180°; que l'on prit les mesures juridiques propres à renforcer la structure familiale, baptisée « famille socialiste » (interdiction de l'avortement, non reconnaissance du mariage de fait, taxes sur le divorce, etc.); que l'on se mit à glorifier l'esclavage domestique en décrétant à la femme au foyer la Médaille de la Maternité ou... l'Ordre de la Gloire Maternelle! Ces mêmes mesures qu'aujourd'hui on voudrait retourner contre la révolution russe!



L'exacerbation et l'élargissement des antagonismes de classe, l'unification du prolétariat sont des conditions indispensables à la révolution qui verra le combat sans merci du prolétariat et de la bourgeoisie. Quelle peut donc être la seule position de classe en ce qui concerne la question féminine? Les femmes prolétaires doivent reconnaître dans les bourgeoisies des ennemies avec lesquelles il ne peut fondamentalement exister aucune communauté d'intérêts (même lorsqu'elles semblent se rejoindre et faire un pas ensemble sur les mêmes revendications démocratiques, comme le droit de vote ou la libéralisation de l'avortement, leurs luttes, en réalité, s'inscrivent dans des directions différentes allant vers un inéluctable affrontement). Qu'est-ce qui sépare par contre l'ouvrière de l'ouvrier? Certes le capital entretient entre eux des

oppositions, une concurrence sur le marché du travail, comme il le fait entre les différentes catégories d'âge, de nation, ou de race, qu'il oppose en surexploitant les uns pour mieux exploiter les autres. Mais tout pousse le prolétariat à dépasser ces divisions immédiates, de la simple défense économique à la lutte la plus générale. L'ouvrier ne peut espérer améliorer sa condition sans combattre, côte à côte avec elle, la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci, luttant contre sa double oppression, rejoint nécessairement ses frères de classe.

Entre cette position et celle du féminisme, solidarité de toutes les femmes et opposition entre les sexes, il n'y a pas comme le voudraient les courants dont nous nous préoccupons, de subtils compromis possibles. On ne peut à la fois agiter de belles phrases sur la lutte de classe (« Femmes en Lutte », en particulier, qui se veut le plus radical, ne parle que d'unité prolétarienne et de lutte contre le féminisme bourgeois), et prétendre construire une large organisation de femmes « autonome, unitaire, englobant dans un même combat [...] la majorité des femmes opprimées par la société bourgeoise » (« Femmes en lutte », op. cit.), un mouvement de toutes les femmes, donc, même si on ajoute qu'on le fera « à partir des exigences des ouvrières et des employées ».

Qu'on s'entende bien : il peut exister effectivement des organisations, constituées sur des objectifs limités, qui intéressent le prolétariat, mais mobilisent aussi d'autres classes sociales (c'était le cas, par exemple, du MLAC) où nous sommes les premiers à préconiser une action pour porter une orientation de classe. Nous ne nions pas, non plus, la nécessité de rallier au prolétariat des secteurs des couches moyennes. Mais c'est tout autre chose de faire passer obligatoirement l'émancipation féminine par la construction d'un mouvement regroupant la grande majorité des femmes en général. Il s'agit là d'une perspective foncièrement interclassiste où, considérant que cette libération est l'affaire de toutes (*), on conçoit dans le meilleur des cas l'organisation des femmes prolétaires comme une tendance du mouvement général, ou comme l'écrit encore « Femmes en Lutte », comme « l'aile motrice de la constitution progressive d'un mouvement de libération des femmes » (p. 1, op. cit.); le Cercle E.D. et les Pétroleuses se contentent, pour leur part, de militer pour un mouvement largement ouvert sans même y privilégier le rôle des ouvrières.

Revendiquer, ce qu'elles font toutes, une « orientation prolétarienne » à cette organisation ne change fondamentalement rien à la question. Et « Femmes en lutte » n'arrive pas plus à se distinguer des autres en affirmant sa volonté de regrouper essentiellement des ouvrières et des employées puisqu'elle partage la même perspective générale : on ne corrige pas une orientation fautive par un recrutement adéquat! C'est la conception même d'un « mouvement de toutes les femmes » qui est erronée, quand bien même on voudrait, ce qui est impossible, lui donner une direction prolétarienne. Justement parce que l'émancipation des femmes n'est pas l'« affaire de toutes » et qu'une orientation de classe doit préparer le prolétariat à l'affrontement futur en rompant dès aujourd'hui tous les liens qui l'enchaînent à la classe adverse.

C'est pour ces mêmes raisons que nous ne pourrions jamais admettre non plus des organisations de femmes totalement interdites aux hommes. Le prolétariat pour sa part peut avoir besoin d'organisations regroupant essentiellement des femmes; la révolution russe en comptait un bon nombre : organisations d'ouvrières, d'ouvrières sans parti, de ménagères, de payannes... Elles tirent leur nécessité

des conditions particulières de ces diverses couches prolétariennes ou proches du prolétariat (et ne diffèrent pas en cela des organisations de chômeurs ou d'immigrés, par exemple). Mais elles ne peuvent remplir efficacement leur rôle qu'en développant et en renforçant la solidarité prolétarienne. C'est pourquoi réclamer la fermeture absolue et définitive des organisations de travailleuses aux travailleurs n'a pour nous pas plus de sens que de réclamer celle des organisations de chômeurs aux non chômeurs, des immigrés aux non immigrés.

Ici, au contraire, on veut instituer les divisions existant au sein du prolétariat comme si elles étaient quelque chose de positif! « Il faut lutter contre le monopole des luttes, de l'activité politique et sociale par les hommes » (Femmes en Lutte, op. cit.), « remettre en cause certains rapports de pouvoir dans le parti lui-même » (« Rouge » n° 263) et pour cela s'organiser séparément car « dans les partis politiques et les syndicats on ne reconnaît pas aux femmes la nécessité de s'organiser de façon autonome » (Pourquoi un mouvement autonome, « Femmes en lutte », 13°). C'est bien toute l'idéologie du féminisme bourgeois qu'on essaye de transposer au mouvement ouvrier! La femme bourgeoise se bat contre les hommes de sa classe pour tenter de leur disputer les honneurs et les sinécures de cette société et leur concurrence est irréductible. Mais la femme prolétaire se bat pour la révolution, pour un monde libéré de toute exploitation, elle a d'autres ambitions que de gagner une « place influente », fût-ce dans le parti, même si un mouvement réellement radical et massif ne peut se passer de la participation de femmes à la direction de la lutte.

Le mouvement ouvrier s'est battu dès sa naissance contre les tendances corporatistes qui voulaient refuser aux femmes l'entrée des organisations ouvrières. Sur cet acquis, le troisième congrès de l'Internationale Communiste établissait comme un principe : « Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes [...], tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats et des autres organisations ouvrières ». Par le biais d'un faux extrémisme n'est-ce pas aussi en direction de cette ségrégation réactionnaire que le soi-disant féminisme « de classe » tend à faire s'orienter le prolétariat?

Il est vrai qu'aujourd'hui personne ne défend plus les principes communistes que mettait en avant le troisième congrès. Il y a longtemps que les partis officiels, héritiers de la contre-révolution stalinienne, ont remplacé la perspective de l'affranchissement de la femme par l'idéal de la famille éternelle; longtemps qu'ils ont substitué au combat pour l'unité prolétarienne des pratiques qui ont pour résultat d'accentuer les divisions et d'abandonner à elles-mêmes les couches les plus défavorisées. Dans cette mesure, certains des groupes de femmes qui sont nés en dehors des grandes organisations syndicales tentent confusément de répondre aux besoins réels de défense des travailleuses et aux carences des directions opportunistes. Il faut leur reconnaître ce mérite. Mais de même qu'elles ne peuvent remplir leur tâche sans lutter contre cet état d'esprit misogyne et raciste que l'opportunisme alimente et cultive dans le prolétariat (témoin l'attitude inqualifiable du service d'ordre CGT à l'égard des groupes de femmes lors de récentes manifestations), de même il leur faudra tordre le cou à toute résurgence de féminisme bourgeois quelle qu'en soit la forme.

(* On trouve ainsi dans un projet de manifeste de « Femmes en Lutte » cette phrase explicite : « Pour nous, la libération des femmes est bien sûr l'affaire de toutes, ouvrières, employées, chômeuses, femmes « au foyer », femmes opprimées de toutes les classes sociales ».

Liban, Afrique du Sud, Europe

suite de la page 1

dépendance politique sans toutefois toucher au régime capitaliste; l'autre est la lutte des paysans sans terre pour leur libération de toute espèce d'exploitation. **Le premier mouvement tente, parfois avec succès, de contrôler le second; mais l'Internationale Communiste doit combattre un tel contrôle.** Comme elle le prévoyait, celui-ci ne devait pas seulement être un contrôle politique mais aussi un contrôle par les armes, s'appuyant sur la violence d'abord masquée et puis ouverte; et on ne pouvait le combattre qu'en assurant l'indépendance du parti communiste mais aussi, grâce à son influence, de tout le mouvement paysan et ouvrier, par rapport à la bourgeoisie nationale-démocratique, et en s'efforçant de conquérir dès le début la direction, dans une révolution qui, de cette façon seulement, serait conduite « jusqu'au bout ». Comme en Chine en 1927, le « communisme » stalinien et post-stalinien a au contraire constamment laissé la direction du mouvement à la bourgeoisie naissante et à ses différentes fractions dans les « étapes » successives de la « révolution nationale ». Et voici qu'aujourd'hui au Liban le « contrôle » bourgeois sur les masses prolétariennes et semi-prolétariennes se transforme en répression armée, en un bain de sang qui n'est pas différent de celui que connurent les prolétaires de Shanghai et de Canton et les paysans du Hupé et du Hunan dans la Chine de 1927.

« Il faut lutter résolument contre la tentative de parer des couleurs du communisme le mouvement de libération non effectivement communiste des pays arriérés » disaient en 1920 les Thèses de l'Internationale de Lénine. En ratifiant l'attribution de « couleurs socialistes » à n'importe quel régime « tiers mondiste » prêt à s'en parer, et en entérinant la conception courante qui appelle « socialisme » la construction d'un capitalisme national pour peu qu'on introduise quelques « nationalisations » dans l'industrie et un peu de planification dans l'économie, le stalinisme est le premier responsable d'un cours historique désastreux dont l'aboutissement extrême est bien illustré par

l'exemple de la Syrie « socialiste » qui intervient au Liban, avec des armes fournies par des pays « socialistes », pour réprimer dans le sang le mouvement élémentaire des masses paysannes, semi-prolétariennes et prolétariennes pour se libérer « de toute espèce d'exploitation »; et tandis que l'U.R.S.S. « socialiste » et ses satellites assistent sans bouger au spectacle, l'impérialisme américain et son bras droit au Moyen-Orient, Israël, qui se tiennent formellement en dehors de l'opération, en recueillent intégralement les fruits.

Les directives données par l'Internationale de Lénine aux partis communistes du monde entier étaient de « tendre à donner au mouvement paysan dans les pays coloniaux et semi-coloniaux en lutte pour leur émancipation le caractère le plus révolutionnaire possible, à organiser si possible en soviets les paysans et tous les exploités, et à établir ainsi le lien le plus étroit possible entre le prolétariat communiste d'Europe occidentale et le mouvement révolutionnaire paysan d'Orient, des colonies et des pays arriérés ». Aujourd'hui, les directives des petits-fils et des arrière-petits-fils de Staline sont de donner au mouvement paysan dans les pays arriérés le caractère le moins révolutionnaire possible, et même si on pouvait ou voulait constituer des soviets de paysans pauvres, d'ouvriers et de soldats, quel « lien » pourraient-ils établir avec un mouvement « communiste » qui, dans les métropoles capitalistes occidentales, a été éduqué à l'école du « chacun pour soi et dieu pour tous », à l'école des voies nationales, du polycentrisme, du « socialisme » à atteindre de façon pacifique à travers la démocratie? Quel « lien le plus étroit possible » pourraient-ils établir, alors qu'ils ont « oublié » que, selon les Statuts de la I^{re} et de la II^e Internationales « l'émancipation des ouvriers n'est pas un problème national, mais un problème social qui concerne tous les pays où existe la société moderne »?

L'effort de l'Internationale non encore submergée par le stali-

nisme était d'aligner les partis communistes sur un seul et même front mondial de combat anticapitaliste, dont les masses prolétariennes et semi-prolétariennes « de couleur » devaient à la fois constituer un détachement d'avant-garde et recevoir l'aide matérielle et politique la plus massive en raison de leur oppression séculaire par la bourgeoisie blanche. Aujourd'hui, en dépit des mensonges lancés par les journalistes bourgeois qui viennent nous raconter que les révoltes « raciales » de là-bas sont seulement le fait d'étudiants, et que les ouvriers noirs ne bougent pas de crainte de perdre leur emploi ou de tomber sous le coup des féroces lois antigères (en Afrique du Sud le chômage des noirs atteint 25% de la population active « de couleur »; quel « emploi » peut bien craindre de perdre une masse aussi énorme de chômeurs?), les prolétaires d'Afrique du Sud et de Rhodésie se heurtent à une police et à une armée qui sont parmi les mieux équipées du monde grâce aux bons soins des charitables pays capitalistes avancés, Etat français en tête, sans que, du fait des cordons sanitaires mis en place par l'opportunisme social-démocrate et stalinien en liaison avec les classes dominantes, l'étincelle de leur lutte puisse mettre le feu ni à l'immense poudrière du prolétariat blanc dans les forteresses de l'impérialisme ni même à celle du prolétariat noir; sans que la « solidarité » cent fois proclamée par les soi-disant dirigeants « ouvriers » aille au-delà, ici encore, des larmes de convention et des télégrammes aux puissants de ce monde pour qu'ils daignent porter secours aux victimes de la contre-révolution, ou mettre fin — eux! — au massacre.

En parfaite cohérence avec la théorie du « socialisme dans un seul pays » et ses filiations polycentriques, on a élevé au niveau d'idéal suprême d'un mouvement qui se dit encore socialiste et communiste le non-alignement, moins d'ailleurs sur les blocs impérialistes que sur toute espèce de programme ou de principes : les Etats et les

partis représentés à la conférence de Colombo des pays « non-alignés », dans lesquels la « gauche » européenne voit, dans la meilleure des hypothèses, le dernier bastion d'un socialisme « révolutionnaire » désespérément anxieux de survivre, ont offert le spectacle d'entités étatiques qui, précisément parce qu'alignées toutes sur le même front national-bourgeois, sont divisées par des disputes qui ne sont pas seulement rhétoriques (Algérie contre Maroc, Egypte contre Libye, Etats arabes « progressistes » contre Etats arabes « conservateurs » et « réactionnaires ») et par des intérêts économiques opposés entre pays « riches » et pays pauvres penchant tantôt vers l'une tantôt vers l'autre des deux superpuissances. Leur arrive-t-il parfois de faire bloc vis-à-vis de l'extérieur? Elles n'y parviennent que sur la base de motions « condamnant » tel ou tel impérialisme et invitant à mettre en place un embargo — au besoin par l'intermédiaire de l'ONU! — contre tel ou tel de ces pays qui se soucient comme d'une guigne de l'« indépendance » des Etats mineurs et du code moral de la « non-ingérence » dans leurs affaires intérieures, en invoquant ce chiffon de papier qu'est le traité d'Helsinki ou bien le thème parfaitement affairiste et mercantile, et donc annonciateur d'... alignements futurs et de guerres locales ou générales, de la « coopération » économique et commerciale dans le respect de la souveraine « équité » des échanges, comme sûre garantie de... paix!

Il y a quarante ans, en 1936, le Front populaire fut lancé en France et en Espagne sous le prétexte que, sans remettre en cause (!) le principe de la révolution et de la dictature du prolétariat, on y recourrait comme à un simple moyen tactique pour barrer la route au fascisme : les rescapés du communisme révolutionnaire restauré par Lénine et enterré par Staline répondirent alors que, de cette façon, on n'arrêterait ni le fascisme ni, comme on le prétendait, la course vers une deuxième guerre impérialiste. Au contraire, on favoriserait l'un et l'autre en désarmant politiquement et matériellement la classe ouvrière. De plus, à force d'abandons, on finirait par tomber dans de nouvelles versions de l'« union sacrée » et du front national, avant d'en arriver à la liquidation tant de l'internationalisme que des principes de la révolution, de la dictature et de la terreur prolétariennes et à leur remplacement par l'adhésion sans réserves à la démocratie comme seule voie possible au socialisme, un socialisme par-dessus le marché farouchement patriotique.

Quarante ans plus tard nous avons dans la situation italienne d'après les élections la démonstration pratique d'un parti « communiste » qui, par la bouche du nouveau président de la Chambre des députés — mais quel Ballanger de service n'est devenu ici capable d'en faire autant? — s'écrit à revaloriser le Parlement — cette institution dont l'Internationale de Lénine avait préché la destruction —, « en le rapprochant du pays réel », en étendant son pouvoir de contrôle, en en faisant le phare et même l'axe vers lequel devrait regarder et autour duquel devrait tourner un mouvement ouvrier appelé à défendre le capitalisme contre la crise et à lui permettre de se tirer d'affaire avec ses glorieuses institutions, au lieu de protéger le prolétariat contre les conséquences immédiates de la crise économique générale et de se préparer à la transformer en crise politique révolutionnaire. Ce parti, qui n'est pas encore au gouvernement non pas par sa volonté mais en raison de circonstances extérieures, y est en fait, grâce à une alliance en coulisses avec le parti des curés et des patrons, et son seul souci, lui qui est à la tête d'institutions communales, provinciales et régionales, ainsi que de commissions par-

lementaires et de syndicats qui travaillent la main dans la main avec les héritiers du syndicalisme catholique, c'est de « sauver le pays » en faisant appel aux « sacrifices de tous », pour le bien de tous, c'est l'unité et l'indépendance de la Patrie, la sauvegarde de ce bien suprême que sont devenues la démocratie « en général » et la démocratie « en particulier », qui étaient les bêtes noires et les ennemis numéro un des communistes à l'époque de Lénine. C'est à cela que l'on devait aboutir, en partant des « tournants » géniaux de 1926 et de 1936 : dans le marais d'un conformisme respectable et réactionnaire, sur tous les fronts de ce qui devrait être le terrain de la guerre de classe mondiale, unique, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'exercice de ce pouvoir au moyen de la dictature.

C'est là une terrible leçon, et cette leçon ou bien on l'apprend ou bien chaque année nous apportera son massacre libanais ou sud-africain, en même temps que la farce des « victoires démocratiques et parlementaires » de la « gauche » en Italie, au Portugal ou ailleurs, ou de la mise en place de « gouvernements ouvriers » composés des pires vendus à l'ordre établi. Notre voix, nous le savons, ne peut aller au-delà d'un microscopique détachement de prolétaires restés fidèles à la doctrine révolutionnaire marxiste, unique et invariante. Ce n'est pas la première fois que cela arrive dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais c'est seulement en restant dans la ligne d'une continuité ininterrompue et défendue rageusement au moyen de la doctrine marxiste, et du militantisme fondé sur cette doctrine, que la chape de plomb qui pèse sur les prolétaires, semiproletaires et paysans pauvres du monde entier pourra être brisée. Que nous soyons nombreux ou pas (et nous n'ignorons pas que nous sommes très peu nombreux, et nous ne le cachons pas à ceux qui nous suivent ou qui nous lisent), nous ne cessons pas de redire les mêmes choses, en luttant pour « défendre dans le présent », sur la trace des leçons du passé, « l'avenir révolutionnaire du mouvement ouvrier et communiste ».

En Italie, après les élections

suite de la page 1

cause de la convergence interclassiste.

Les « résultats » ont été, pour les trois groupes coalisés sous le sigle « Democrazia Proletaria », un sujet de déception, voire de désarroi. Ils espéraient avec ferveur un gouvernement de gauche (condition selon eux pour pouvoir arracher le PC à ses amours catholiques et apostoliques), gouvernement pour lequel ils avaient même élaboré un superbe programme à base d'investissements, de justice sociale et d'indépendance nationale et où ils allaient jusqu'à rêver d'obtenir, un jour, quelque strapontin : hélas, PC et PS réunis n'ont pas obtenu les 51 % fatidiques. Ils comptaient « multiplier l'incidence politique du mouvement de masse » en exploitant « au maximum [leur] présence politico-institutionnelle » : hélas, ils ont eu bien du mal à obtenir six sièges à la Chambre. D'où les autocritiques, et les conflits internes.

Mais la défaite, pour ces adorateurs du fait accompli et du résultat numérique, devait évidemment se traduire, non par un resaisissement dans le sens de l'autonomie de classe, mais par une aggravation au contraire du crétinisme démocratique et jusque par un reniement du vieux langage « extraparlémentaire » et extrémiste, sinon, bien sûr, révolutionnaire.

« Avanguardia Operaia » (cousine de l'OC-R) reprochait naguère aux « révisionnistes » de « poser l'issue des luttes comme subordonné à l'issue électorale » (résolution finale du IV^e Congrès, 1974). Aujourd'hui, elle en arrive à dire que « le fait que la gauche n'ait pas atteint la majorité absolue » risque de « limiter le déve-

loppement de l'action du mouvement ouvrier ». Et si le score de « Democrazia Proletaria » a été ridicule, c'est à cause des « aspects unilatéraux et parfois "avant-gardistes" de notre vision de l'affrontement de classe dans la période » (*Quotidiano dei Lavoratori*, 2-7). Conclusion : alignons-nous encore plus sur l'arrière-garde, c'est la condition pour être concurrentiels!

Sans parler du PDUP, qui est le plus droitier de tous, la réaction de « Lotta Continua » — aile gauche de « Democrazia Proletaria » — ne vaut guère mieux que celle d'« Avanguardia Operaia ». Dans la confusion des interventions chaotiques qui se sont succédées à son Comité national, une position semble dominer : nous aurions mieux fait de « voter utile », d'autant que la « tendance réelle dans le prolétariat » était de voter PC! Et c'est bien là la quintessence du spontanéisme : scruter quelle est la « tendance » des masses et la suivre, au lieu de se poser le problème de leur montrer le chemin en les précédant, quitte à aller dans certaines périodes contre le courant. Mais comme d'autre part, malgré la « tendance » actuelle de la majorité ouvrière, LC pense que le vote PCI est réformiste et dangereux, elle se débat dans une contradiction insoluble, qu'elle tente de résoudre à sa manière, en combinant le spontanéisme barricadier et le... parlementarisme, dans l'attente d'une catastrophe salvatrice qui redistribuerait les cartes : « Il devra se produire un heurt frontal au sein du mouvement ouvrier, pour que quelqu'un d'autre (!) devienne crédible au niveau électoral et institutionnel ». Qu'un affrontement doive se produire entre les avant-

gardes ouvrières et l'opportunisme, nous l'espérons bien et nous le préparons. Mais pour qu'il puisse être utilisé dans un sens révolutionnaire, il faut précisément un parti qui se situe en dehors du terrain institutionnel et parlementariste : c'est cela que LC ne pourra jamais comprendre.

Quant aux trotskystes des « Gruppi Comunisti Rivoluzionari » (IV^e Internationale, tendance SU), qui ont soutenu « Democrazia Proletaria » aux élections, ils répètent imperturbablement le mot d'ordre du gouvernement PC-PS (en se proposant de surcroît non pas de le combattre, mais de lui « imposer » une « ligne anticapitaliste »!). D'ailleurs, pour eux, tout va pour le mieux, puisque les élections ont reflété « une situation de polarisation sociale toujours plus aiguë » et la « maturation » croissante des masses (*Bandiera Rossa*, 22-6) (autrement dit, plus on est mûr et plus on suit l'opportunisme!). Aujourd'hui comme hier les GCR sont les tenants de la soi-disant « voie la plus courte » au socialisme, celle du frontisme avec les agents de la bourgeoisie, qu'ils rêvent de remettre sur le droit chemin.

Le pôle de classe doit renaître. Et on ne peut travailler à sa renaissance, dans la mesure (importante) où cela dépend du parti révolutionnaire marxiste, qu'en se situant en dehors du terrain démocratique, parlementaire, réformiste et centriste. C'est là, entre autres, le sens de notre abstentionnisme, qui n'est pas un abstentionnisme passif, mais actif et agissant. Et c'est là le sens de notre combat, non dans les brumes de l'illusion, mais dans la claire lumière de la préparation révolutionnaire.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 19 septembre, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

• A Lille : les dimanches 12 et 26 septembre, de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Lafourcade (St-Michel).

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 18 septembre de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite - Atelier.

Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52925